

# Patrick Rajaonary : « Le Malgache risque de devenir le propre fossoyeur de son pays »

L'Express – 07/07/14



Patrick Rajaonary n'est pas tout emballé par la situation actuelle marquée par le retour de Madagascar au concert des nations. Il explique les causes profondes de la pauvreté et du sous-développement qui prévalent.

## • Quelle lecture faites-vous des cinquante-quatre ans d'indépendance ?

- Plus de cinquante ans après son accession à l'indépendance, Madagascar se trouve dans un état de pauvreté et de mendicité insoutenable. Peu de pays ont vu, comme Madagascar, leur situation économique et sociale s'être autant dégradée. Pendant plus de cinquante ans, nos politiciens se sont félicités de ce qu'ils ont fait pour nous, nous ont demandé de leur faire confiance, nous ont promis un avenir meilleur. Aujourd'hui, les différentes tentatives de nous faire croire qu'ils n'y sont pour rien dans la situation actuelle montrent le niveau dramatique d'irresponsabilité, d'insouciance, et leur incapacité obstinée à répondre aux préoccupations concrètes des malgaches. Non seulement la situation politique, économique, sociale est catastrophique, mais, plus grave, nous sommes dans une société où il n'y a plus d'autorité morale, politique, intellectuelle. Personnellement, je pense que la situation est explosive.

## • Vous êtes bien pessimiste alors que tout semble revenir à la normale ?

- La situation dans laquelle nous nous trouvons est la conséquence de l'inconscience de nos politiciens mais aussi, et surtout, de la faillite de notre élite dont je fais partie, elle porte, autant que les politiciens, l'entière responsabilité dans la crise que nous traversons. Depuis plusieurs décennies, on assiste à une dévitalisation et à la déstructuration progressive intellectuelle de la société malgache, l'élite malgache est devenue un sujet excellent dans l'art de la de la courtisanerie. Comme le politicien, elle n'a aucune notion de l'intérêt général, n'a aucun intérêt pour la manière dont s'exerce l'autorité dans le pays ce qui démontre une absence totale de culture politique, etc... la liste est longue. L'élite malgache n'est pas en mesure de se rassembler, de se mobiliser, de se dresser pour l'intérêt général, contre les abus de ses dirigeants, se contente de timides interpellations dans les salons juste pour se donner bonne conscience. Pour preuve il y en a beaucoup : la déclaration des participants au colloque qui s'est tenu au Carlton, la semaine dernière, je cite « nous ne pouvons pas garantir que les tenants du pouvoir prendront en compte les solutions avancées ici », pour certains, c'est un aveu d'impuissance, pour d'autres comme moi c'est une preuve de lâcheté.

## • N'est-ce pas aussi une attitude liée à des habitudes culturelles.

- Je vais vous poser une question, imaginons un instant que Madagascar était géré par des étrangers, et que ces derniers conduisent les affaires du pays comme le font nos dirigeants, pensez-vous un seul instant que le politicien, le diplômé, le citoyen se cantonneraient à faire ce genre d'interventions. J'en déduis la crise malgache est aussi culturelle. Dans notre culture, l'amour de la Patrie se cantonne au nationalisme dont le thème majeur est la méfiance, le rejet de tout ce qui est étranger. En fait, Madagascar est un pays miné non seulement par la pauvreté pécuniaire, institutionnelle, politique, économique et financière, mais plus grave par une pauvreté intellectuelle. En fait il n'y a pas d'intellectuels à Madagascar. Madagascar est un pays où il n'y a aucune préoccupation idéologique, politique, sociale, économique. Madagascar n'est pas prêt pour la démocratie, on s'est laissé entraîner par mimétisme, en réalité forcé à coups de triques de bonne gouvernance politique, économique, judiciaire,.....venant de l'extérieur. Certains diront que la démocratie n'est pas totalement étrangère au Malgache, il manque, hélas, la prime qui va avec: l'amélioration des conditions de vie, le sel dont se nourrit la démocratie.

**• Les dirigeants affirment que les conditions pour avoir une croissance significative de l'économie sont maintenant réunies. Vous partagez cette constatation.**

- L'histoire de Madagascar est remplie d'exemples prouvant que notre élite est non seulement indifférente et passive, mais aussi courtisane consternant de servilité et versatile. Tout ça pour dire qu'il est difficile d'entrevoir le développement du pays quand on voit l'indifférence de cette élite face à la misère et l'exclusion de la grande majorité des Malgaches. Le fossé profond entre l'extrême pauvreté, les discours d'autosatisfaction des politiciens et dirigeants, la désinvolture et le cynisme de notre élite me poussent à être sceptique. À côté de cela, vous avez une Administration arrogante, suffisante, corrompue, incapable de fonctionner avec le minimum d'efficacité, de transparence et d'équité que tout citoyen est en droit d'attendre d'un service public. Administration qui, dans ses actions, oublie qu'elle réalise un droit et non une faveur. Conséquence: le Malgache n'est ni respecté, ni écouté, il n'est ni citoyen, ni sujet mais une victime itinérante; les institutions l'angoissent, le service public l'éprouve et le fonctionnaire le méprise. En fait notre Administration et notre élite ont toujours considéré le peuple comme une charge, un fardeau.

**• Quelle serait l'issue de secours ?**

- Pour nous en sortir, il faudra que la classe politique et l'élite malgache comprennent que l'avènement d'une société de progrès et de solidarité est une nécessité. Nous avons besoin d'efficacité économique, mais inscrite dans la solidarité nationale. La croissance économique ne pourra, à elle seule, permettre de trouver des solutions de réintégration des personnes exclues. Il est à comprendre que dans la définition de pauvreté il y a deux notions: revenus et accès aux services sociaux. Et donc la croissance est une condition nécessaire à la réduction de la pauvreté, mais pas du tout suffisante. Tout cela pour dire que s'occuper des pauvres c'est bien, s'attaquer à l'exclusion, ce serait encore mieux. Il est impératif que la classe politique et l'élite malgache acceptent que la lutte contre l'exclusion réponde à une nécessité économique parce que le coût de l'exclusion tire vers le bas les performances de notre économie, de nos entreprises. Il faudra également que la classe politique et l'élite malgache soient conscients que l'ajustement structurel doit être déployé sur le terrain comptable mais aussi sur celui de la bonne gouvernance, sinon le décollage risque fort de dégénérer en désastre social. C'est-à-dire que le mécanisme de redistribution de la croissance doit se faire avec équité, efficacité et transparence. Pour ce faire, il nous faudra concevoir une nouvelle logique économique dont la principale préoccupation sera de permettre une plus juste répartition des richesses entre tous les Malgaches.

**• C'est un peu compliqué à réaliser, non ?**

- Il est impératif que nous concevions un modèle socio-économique, ayant comme vision une société de progrès et de solidarité dont les principales préoccupations seront la réalisation du bien commun, la réalisation d'un vivre ensemble et le respect du citoyen et ayant comme objectif principal: la restauration de la cohésion sociale et l'unité de la Nation. Pour parvenir à la réalisation d'un tel modèle, la réforme en profondeur de l'Administration est absolument nécessaire, indispensable et même vitale. Les objectifs de cette réforme seront l'installation d'un Etat protecteur car jusqu'à maintenant nous avons un Etat prédateur, faire passer cet Etat d'une culture de décret à une culture de négociation; une Administration qui, dans ses actions, comprenne qu'elle réalise un droit et non une faveur; rendre la mécanique des institutions plus rationnelle et moins dangereusement imprévisible. Pour y arriver l'Administration devra impérativement s'associer à la Société civile secteur privé, associations,... il faut que l'Administration comprenne qu'elle ne peut assurer le développement du pays toute seule et donc qu'elle doit reconnaître l'aptitude de la société civile à comprendre les enjeux nationaux pour cela il faudra que la nouvelle Administration se donne une nouvelle culture de travail axée sur la responsabilisation et le dialogue.

• **Concrètement, comment tout cela va se passer ?**

- Par exemple, la nomination de certains hauts commis de l'État se fera par des commissions indépendantes, composée de membres provenant de l'Administration et de la société civile, qui auront le pouvoir de contrôler ces haut-fonctionnaires et éventuellement de les remercier. En fait, il est impératif que notre élite, en particulier le secteur privé, comprenne que le facteur décisif de la compétitivité des entreprises de demain, à Madagascar, ce n'est pas le prix de revient, mais la capacité d'adaptation qui dépend de la qualité de notre Administration.

Le plus urgent maintenant, ce qui serait un signal fort pour montrer notre détermination dans la mise en place d'un État de droit et d'une bonne gouvernance serait de démanteler et sanctionner les réseaux mafieux: bois de rose, or et pierres précieuses, blanchiment d'argent, drogue, armes, marchés publics.....Ce démantèlement peut se faire en 3 mois, penser ou dire le contraire serait preuve de complicité. Diminuer les dépenses de fonctionnement de notre Administration, en les réaffectant à la sécurité, la santé et l'éducation. En trois mois, avec de la bonne volonté, nous pouvons dégager des milliards d'ariary; penser le contraire serait preuve de mauvaise volonté et d'incompétence. Les nominations de certains hauts fonctionnaires par des commissions indépendantes composées de membres provenant de l'Administration, secteur privé, associations et le nombre des membres provenant de chacune de ces entités seront égaux, afin de sécuriser la bonne gestion de certains secteurs stratégiques de notre Administration.

Bref, il nous faudra montrer notre volonté d'instaurer la bonne gouvernance, mais quand vous écoutez nos dirigeants actuels vous sentez plus de la résignation que de l'enthousiasme pour conduire le pays dans cette voie. Pour preuve la déclaration de l'un d'eux la semaine dernière: « La vision du Président de la République repose sur le rétablissement de l'État de droit », tout cela va pouvoir se faire grâce au retour et au renforcement de la coopération avec nos bailleurs de fonds traditionnels”, mon commentaire : un Malgache qu'il vive à Madagascar ou à l'étranger restera toujours un Malgache, sa Culture l'empêchera d'évoluer.

• **Avons-nous les moyens de parachever ces vastes chantiers ?**

- Cette mission ne peut se faire sans conviction, volonté et courage car il nous faudra effacer l'image que l'on a de Madagascar comme lieu de famine, de désolation, de corruption; ne plus accepter de vivre sous le règne du provisoire et arrêter cette bouffonnerie politique exhibée sans indulgence devant les Malgaches et les étrangers. Mais je suis sceptique, vu le niveau dramatique d'irresponsabilité, d'insouciance de notre classe politique et surtout de l'état de décomposition intellectuelle et morale de notre élite, alarmant et dramatique. La situation politique, économique, sociale de notre pays est catastrophique. Plus grave, il n'y a plus d'autorité morale, politique, intellectuelle capable de rassembler les Malgaches. Nous ne sommes pas au bord du précipice, nous sommes déjà dans le vide, retenu par une tige qui est la communauté internationale qui, en fait, sert d'alibi pour certains, et pour d'autres d'exutoire.

• **Les polémiques sur la BNI sont-elles terminées pour vous ?**

- L'affaire, pour moi n'est pas encore close, comme celle impliquant Bernard Tapie. Les déclarations du Président de la République selon lesquelles l'Etat n'a pas à intervenir sur la cession des parts sociales du Crédit-Agricole, suscitent des suspicions. Car, et c'est de notoriété publique, il a à plusieurs fois interféré par des courriers, dans cette affaire. Pourquoi les propositions de rachat Consortium composé de Ciel, Crédit-Agricole Réunion, Proparco et Bank one, ont été refusées. Une autre interrogation, dès l'entrée du groupe Hiridjee parmi les repreneurs, tout a été conclu le jour où le ministre des Finances, Hery Rajaonari-mampianina, candidat à la présidentielle, quittait ses fonctions. Autant de zones d'ombres non élucidées, dissimulées par cette irresponsabilité légalisée de l'Etat, à travers le Conseil supérieur des banques et des finances.

• **Cela nous ramène à la lutte contre la corruption ?**

Il est temps de passer des verbiages aux actes concrets. Un reporter d'images nommé Bismark a pu filmer des principaux acteurs des trafics de bois de rose. En amont et en aval. Et l'État ne sait pas trop où se passent ces manœuvres frauduleuses, ou il feigne de ne rien voir, alors que tout se passe à ciel ouvert sur une superficie assez vaste. C'est une question de volonté et de rompre réellement avec les mauvaises pratiques du passé. Et personne ne se lève sur les exigences scandaleuses des députés et les tours de passe-passe pour former des groupes parlementaires. C'est honteux mais tout le monde s'en accommode. Une véritable « opération main propre » est attendue de la nouvelle direction du BIANCO.

• **Vous êtes plein d'amertume ?**

- Pour ceux qui liront cet article et souhaiteraient réagir, je les supplie de ne pas me citer des proverbes malgaches mais de me citer des faits et surtout qu'ils ne me disent pas que ce n'est pas de leur faute mais celle des dirigeants. En fait comme je fais partie de cette élite malgache je voudrai avoir la réponse d'un intellectuel, mieux je souhaiterai débattre par média interposé ou publiquement avec un intellectuel. Mais comme je suis persuadé qu'il n'y a plus d'intellectuel à Madagascar, alors cet article aura servi à extérioriser mes frustrations et rendre publique mon impuissance, mon manque d'engagement, ma lâcheté face à la détresse de mes compatriotes. J'ajouterais que si les Malgaches ne se reprennent pas à temps, ils seront les propres fossoyeurs de leur patrie. C'est triste à dire mais c'est ainsi !

Propos recueilli par Ny Aina Ravaoahangy

Source : <http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/patrick-rajaonary-le-malgache-risque-de-devenir-le-propre-fossoyeur-de-son-pays-13583>